





**DECLARATION DE LA LIGUE POLONAISE  
POUR L'INDEPENDANCE**

La Pologne a vécu, pendant ces dernières semaines, dans un état de crise aiguë qui s'est manifestée notamment par des grèves dans les villes, les ports et les côtes de la mer Baltique.

Celle-ci a débuté par une crise économique qui, révélant les défauts profonds du système et le manque total de confiance du peuple dans le gouvernement, s'est transformée en crise politique. Le caractère des grèves s'est transformé de la même façon ; au début, il s'agissait de réagir contre la hausse des prix de la viande, et de demander des augmentations compensatoires, ainsi que de meilleures conditions de travail. Aujourd'hui, les travailleurs de la côte réclament la reconnaissance de représentants élus au moyen d'élections libres, sans contrôle du parti, et la liberté d'expression. Ils exigent la reconnaissance de leurs droits civiques et des réformes dans l'administration, ainsi que l'application de la loi et la remise en ordre de tout le système économique.

Le parti régnant passe en jugement devant le tribunal de la classe dont il était censé détenir son pouvoir, et au nom duquel il prétend gouverner. La crise économique est l'aboutissement d'erreurs commises pendant de longues années à la direction de l'économie nationale, dans tous les domaines de la vie et toutes les branches de la production. Les équipes qui se sont succédées ne l'ont pas redressée, même quand elles en étaient conscientes. Ces erreurs sont inhérentes au système de gouvernement dont, pour des raisons politiques, le parti ne peut pas s'écarter de crainte de perdre tout contrôle sur le peuple. Toute l'économie est soumise à cette fin politique, qui est le moyen d'existence du gou-

vernement. C'est pour des raisons politiques qu'il soutient tout un système centralisé et planifié, des privilèges pour l'agriculture socialisée et des investissements non rentables. C'est pour des raisons politiques que le gouvernement signe des marchés inutiles à l'insu de la nation ; qu'il gaspille des sommes considérables en dépenses improductives pour entretenir l'appareil du parti et les forces de sécurité grossies au-delà de toute proportion. Notons en particulier le coût de l'armée, pour l'entretien de laquelle le gouvernement et les groupes du parti pillent les biens de la nation et manipulent les fonds d'investissement suivant les besoins internes et les rivalités entre les différents groupes. Enfin, pendant de nombreuses années, au lieu d'entreprendre les réformes essentielles préconisées par les experts et les institutions scientifiques, et réclamées par l'opinion publique, le gouvernement a bouché les trous en augmentant les prix et les salaires, augmentant simplement l'inflation qu'il remboursait en volant les denrées les plus essentielles du pays, et en exportant tout, depuis les baies sauvages jusqu'à la main-d'œuvre qualifiée.

La politique du gouvernement est contraire au bien du pays ; c'est pourquoi les travailleurs des entreprises les plus modernes et les plus actives ont protesté avec véhémence. (...)

Fallait-il, néanmoins, que ces protestations prennent la forme de grèves, causant ainsi de nouvelles pertes pour le pays et d'innombrables souffrances pour les travailleurs, leur famille et le peuple entier ? Mais quel autre recours avaient-ils puisque le gouvernement n'a pas tenu compte des avertissements et des demandes de réforme, qu'il a bloqué toutes les sources d'information et de consultation, bâillonné la presse et détruit les organes représentatifs ? Ce ne sont pas les travailleurs qui ont choisi de recourir à la confrontation, ils y ont été contraints. Ce sont au contraire les travailleurs qui ont donné au gouvernement, au pays et au monde entier une leçon de modération, de discipline et de réalisme. Leurs

demandes sont restées dans les limites des prescriptions, à commencer par celles de la convention internationale sur les syndicats et sur la Déclaration des droits de l'homme. Aujourd'hui, ce sont justement les travailleurs qui respectent l'ordre et la loi en Pologne. En retour, on les accuse de menacer le système, de céder à une agitation anarchiste et antisocialiste, et on fait une allusion qui n'est que trop familière à une menace venant de l'extérieur. Comme si rien n'avait changé dans le pays et dans le monde depuis juin 1956. Une fois de plus, comme en 1970, comme en 1976, le gouvernement préfère ignorer ou nier les réclamations exprimées. Bien sûr, la classe ouvrière est sortie triomphante de toutes ces crises, mais le parti ne s'est pas repenti de ses erreurs passées.

La crise actuelle a montré clairement que le gouvernement ne comprend pas l'âme du peuple, et elle a révélé l'inefficacité des instances supérieures de l'appareil du parti. Les travailleurs des chantiers navals, et ceux des usines qui se sont joints à eux le long de la côte de la Baltique ne menacent pas le socialisme ni la sécurité du pays. Sur les lieux de travail qu'ils ont occupés et qui, selon la Constitution de la République Populaire Polonaise, leur appartiennent, ont refléuri les principes et l'idéal de la loi, contrairement à la façon dont ils sont pratiqués par les autorités. Une très grande unité nationale s'est créée, transcendant les divisions et les différences, révélant un sentiment collectif de responsabilités envers le pays.

Les travailleurs et tout le peuple sont parfaitement conscients des réalités géopolitiques ; il s'agit, bien entendu, de protéger le pays contre une intervention soviétique. Mais qu'est-ce qui serait le plus susceptible d'entraîner une intervention soviétique : est-ce la demande des travailleurs polonais pour la remise en ordre de l'économie et pour une représentation authentique, ou bien que le pays soit plongé dans le chaos, créant un vide entre le gouvernement d'une part, et les travailleurs

et le peuple, d'autre part, au risque d'entraîner un soulèvement tous les deux ou trois ans ?

Le but des travailleurs est clair : ils réclament une amélioration immédiate du niveau de vie et des conditions de travail, et la création de vrais représentants de la classe ouvrière. Ceci est essentiel parce que seuls des corps représentatifs peuvent garantir que les concessions et les acquis obtenus seront respectés, et aussi parce qu'ils sont nécessaires au bon fonctionnement de l'Etat. De tels corps représentatifs peuvent être, pour le gouvernement, des partenaires avec lesquels il pourra discuter de la productivité et des salaires, et qui peut contribuer à sauver le pays du chaos. Par la création de ces corps représentatifs, les grévistes prévoient un moyen d'empêcher l'effondrement économique de la Pologne.

Le cours et l'étendue des grèves ont montré que les travailleurs, par l'unité spontanée de leurs sentiments, de leur travail et de leurs demandes, ont surmonté le manque d'organisation et les difficultés considérables, réalisant un accord entre les diverses usines et réussissant à transmettre l'information. Nous voulons espérer qu'ils persévéreront, dans la solidarité et la paix. Nous voulons espérer qu'au nom de l'unité, qui est une nécessité fondamentale face aux tentatives de divisions exercées par le parti, ils sauront ne réclamer que ce qui ne peut s'obtenir qu'en restant ensemble.

Les grévistes expriment de façon concrète ce que tout le peuple polonais pense, ressent et désire. Si les autorités veulent bien le comprendre, elles sauront qu'il serait vain d'employer la force. Les travailleurs sont soutenus par le mouvement des groupes nationaux et par la très grande majorité de l'opinion mondiale, qui mènent une bataille silencieuse et non sanglante. Il faut espérer qu'elle restera non sanglante jusqu'au bout, car le sort non seulement des travailleurs polonais, mais aussi de toute la Pologne et de l'Europe entière en dépend. Le mouvement de grèves a mis le gouvernement devant un fait accompli et le soutien de tout le peuple

lui permettra de porter les fruits d'une vie meilleure pour la nation tout entière.

Varsovie, le 21 août 1980

La Ligue Polonaise pour l'Indépendance.

## **LETTRE DES OPPOSANTS BALTES**

### **L'affaire Sasnauskas**

**Au Président du Soviet Suprême  
Au Procureur général d'URSS, Roudenko  
A Amnesty International**

Le 11 décembre 1979, un groupe d'agents de la Sécurité, conduits par Adomaitis, s'introduisit par la force au domicile de Julius Sasnauskas, à Vilnius. Ils refusèrent de lui présenter un mandat d'arrêt et l'emmenèrent dans les locaux du KGB à Vilnius. Ainsi qu'il ressort de la perquisition qui suivit, les actes de ces agents de la Sécurité furent menés dans le cadre de l'Affaire 58, déjà bien connue. Cette affaire a servi de prétexte à plus de quatorze perquisitions en Lithuanie, en Estonie et à Moscou, beaucoup de gens furent interrogés et Antanas Terleckas, éminent défenseur des droits de l'homme, fut arrêté.

Le dossier n° 58 devait initialement s'occuper de la « production, de la possession et de la propagation de la littérature à caractère antisoviétique ». Une telle expression n'est pas sans rappeler les horreurs des « chasses aux sorcières » vécues à l'époque de la tyrannie stalinienne. L'initiative de ce genre d'affaire est en contradiction avec les obligations que l'URSS a de garantir à ses citoyens les droits humains élémentaires, qui comprennent les libertés de conscience, de convictions, d'expression, de presse, ainsi que le droit de recevoir et de répandre l'information sous toutes ses formes. L'Acte final de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe d'Helsinki, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les traités concernant les libertés

politiques — voilà les documents que l'URSS a solennellement juré de respecter, et qui ne divisent pas les libertés en libertés « soviétiques et anti-soviétiques ». C'est pourquoi, la seule initiative d'une telle affaire est illégale et criminelle. Le fait que le KGB, le bureau du procureur ou quelque autre organe d'Etat, est en train de commettre ce crime, met d'autant plus en évidence le danger que représente cette activité pour la société et soulève à juste titre l'indignation.

Ce genre d'arrestation illégale ne peut être qualifiée que d'enlèvement. De telles arrestations eurent lieu à l'époque de l'Allemagne hitlérienne en application du décret d'Hitler, connu sous le nom de « Nacht und Nebel » (nuit et brouillard) ; elles menèrent au verdict du Tribunal international de Nuremberg prononcé contre les auteurs de ce genre de pratique « légale ». Cette leçon fournie par l'histoire doit rappeler que l'on ne peut pas invoquer des lois qui vont à l'encontre de l'humanité et du droit international.

Les véritables motifs de l'enlèvement de J. Sasnauskas sont claires. Julius Sasnauskas a signé le Mémorandum des 45 Baltes, adressé à l'opinion publique mondiale et condamnant l'odieux pacte Molotov-Ribbentrop. Ce pacte a servi de base aux accords secrets concernant le partage des territoires de Lithuanie, Lettonie, Estone, Pologne, Finlande et Roumanie entre l'Allemagne d'Hitler et la Russie de Staline. Ces accords constituent autant de crimes contre l'humanité. Sasnauskas n'avait pas seulement le droit, mais aussi le devoir, en tant que personne humaine, de réclamer que les effets découlant du pacte Molotov-Ribbentrop et des accords secrets qui s'en suivirent, soient annulés en Lithuanie.

Le fait que V. M. Molotov, acteur de l'un des plus grands crimes de l'histoire humaine ait échappé au sort de Ribbentrop, et qu'il soit maintenant protégé par l'Etat, explique pourquoi tant de moyens furent mis en œuvre dans l'affaire Sasnauskas. Nous demandons que

non pas Sasnauskas, qui s'indigna contre les crimes de Molotov, mais l'homologue de Ribbentrop lui-même, Molotov, soit traduit devant les tribunaux comme criminel international qui ne saurait invoquer la prescription.

Le crime commis contre Julius Sasnauskas est encore aggravé du fait que ce jeune homme de vingt ans est gravement malade et a même été exempté du service militaire pour méningite. Tous ceux qui connaissent Julius Sasnauskas s'accordent à dire que c'est un homme d'une intégrité et d'une pureté morale exceptionnelles. Les représailles pratiquées par le KGB contre lui signifient que le concept même de justice est toujours menacé. C'est un défi à toutes les valeurs morales.

Soulevés d'indignation, nous demandons la libération immédiate de Julius Sasnauskas, enlevé par des agents de la Sécurité, l'annulation du célèbre et scandaleux procès n° 58, une action judiciaire immédiate contre les auteurs d'actes illégaux, à commencer par le procureur de la République Kairelis, qui laissa s'accomplir ces répressions criminelles. Nous demandons en outre la comparution devant un tribunal de V. M. Molotov, coupable de crimes majeurs contre l'humanité par la signature du traité avec Ribbentrop.

Nous nous adressons à la fois à la communauté mondiale, à toutes les personnes de bonne volonté, leur demandant leur soutien pour la défense d'une victime d'un crime odieux — Julius Sasnauskas. Les sympathisants et les défenseurs du Pacte Molotov-Ribbentrop ne doivent pas être autorisés à tourner les droits de l'homme en dérision.

Le 16 décembre 1979

Signatures :

Vytautas Bogusis, Algirdas Masiulionis, Leonora Sasnauskaite, Andrius Tuckus, Petras Cidzikas, Jonas Protusevicius, Mart Niklus, Enn Tarto, Juri Kukk, Rimantas Matulis, Algirdas Statkevicius, Ona Lukauskaite-Poskiene, Jonas Petkevicius, Jadvyga Petkeviciene, Mecislovas Jurevicius, Kestutis Subacius, Genute Sakaliene, Vladas Sakalys, Albertas Zilinskas.

**DE SAKHAROV A SAMOLVINE :  
LES RUSSES ET LE PROBLEME DES NATIONALITES**

par Mark PERAKH  
(3)

Il n'est pas possible d'envisager une solution aux problèmes de l'empire russe sans résoudre ceux du peuple russe, non seulement parce qu'il est le plus nombreux, mais parce qu'il possède un potentiel spirituel immense. Le nationalisme russe mérite de renaître et de remplacer le « patriotisme soviétique » pathologique ; le premier (selon l'expression de « Vetché ») n'étant pas « entaché » de chauvinisme ou d'un combat irrationnel contre un « danger sionniste » inexistant.

Ossipov a écrit que les suggestions faites par Soljénitsyne sont « réalistes, constructives, acceptables par le gouvernement », parce qu'elles émanent d'un homme « profondément tolérant » à l'égard de différents points de vue. L'opinion d'Ossipov, qui estime que les propositions de Soljénitsyne sont « acceptables par le gouvernement », prête plutôt à sourire. Toutefois, les sentiments d'Ossipov à l'égard d'un homme « profondément tolérant » permettent d'espérer que l'équipe de « Vetché » fera preuve, elle aussi, d'une plus grande tolérance.

Dans plusieurs récits, Ossipov a reconnu que d'autres nationalismes ont aussi le droit d'exister : « L'expérience montre qu'en tuant le patriotisme national russe et celui des autres peuples d'URSS, on vide le patriotisme d'Etat de toute sa signification parce qu'il n'est pas possible de dire aux gens d'aimer tout en leur retirant l'objet qu'ils devraient aimer, et ce sont les traditions historiques et culturelles qui conservent la vie du

cœur ». Ossipov dit aussi : « Que les Ouzbecks, les Tartars et les Géorgiens prennent soin de leur patrimoine, de leur histoire ; qu'ils soient fiers de leurs cultures particulières, de leurs concepts moraux ; qu'ils préservent leur mode de vie et leurs traditions. Qu'ils vivent leur nationalisme avec bon sens, dans le domaine politique ou culturel (dans le cadre d'une communauté nationale tempéré) ». Extrayons encore ce qui suit de « Vetché » : « Nous ne souhaitons de mal à personne. Nous préconisons l'amour de l'humanité à travers l'attachement à sa propre race. Nous croyons que les gens qui n'aiment pas leur propre race ne peuvent pas aimer le genre humain... Ceux qui s'élèvent aux dépens des autres n'aiment pas leurs semblables ».

Tout en constatant l'antisémitisme de certains membres de l'équipe de « Vetché », il semble que leurs préjugés émanent plutôt de conceptions erronées sur les Juifs et le sionnisme que d'un programme délibérément anti-juif. Par exemple, lorsque le rédacteur-en-chef de « Vetché » répond à Agursky : « Nous vous assurons que les Russes n'ont aucune animosité à l'égard des Juifs », on aime croire qu'il est sincère... De même, quand « Vetché » se dit prêt à exprimer sa « chaude sympathie » envers le mouvement national juif, on peut espérer qu'au cours de la discussion il sera possible de convaincre « Vetché » que ce mouvement n'est pas raciste, qu'il ne désire pas obtenir un statu privilégié pour les Juifs en Russie et qu'il n'a pas non plus l'intention de dominer le monde. Par la même occasion, on pourrait espérer convaincre « Vetché » que les Ukrainiens et les Arméniens ont autant droit à leur indépendance que les Russes. Voilà les seules bases sur lesquelles on peut bâtir une coopération et une « chaude sympathie » entre tous les mouvements nationaux.

A la fin de l'existence de « Vetché », un profond fossé s'était creusé. Ossipov s'était désolidarisé de ses collègues qui prêchaient un chauvinisme soviétique « légal » et « loyal ». C'est cette majorité chauviniste (au

sein de laquelle se trouvaient probablement quelques agents du gouvernement) qui finit par expulser Ossipov de la direction du journal qu'il avait fondé. C'est ainsi qu'expira « Vetché », le premier journal quasi légal et non censuré à représenter les intérêts nationaux russes.

Malgré ses tendances chauvinistes « Vetché » était loin d'être parmi les éléments les plus irrationnels du nationalisme russe. Un exemple frappant de publications à tendance nazie est la « Lettre ouverte à Soljénitsyne » d'Ivan Samolvine (le texte de cette lettre a été publié dans le n° 18 de *The New Reviews* en 1974). D'après certaines rumeurs, Samolvine serait le pseudonyme d'un écrivain de Léninegrad. Cette lettre représente un des courants de pensée extrémiste que l'on rencontre en Russie. Ce qui n'est pas surprenant en soi ; il suffit de remarquer le flot de littérature antisémite publiée par les maisons d'édition de l'Etat. Mais cette propagande fautive et malveillante, paraissant sous couvert de « démasquer le sionisme et le judaïsme », semble favoriser une atmosphère de pré-pogrome dans une portion de la pseudo-intelligentsia soviétique. Les écrits comme ceux de Salmolvine sont typiques de l'amplification donnée à la question juive en Russie. Ce mythe n'est pas nouveau ; il était fortement répandu au début du siècle. Mais il reste à expliquer de façon satisfaisante la survivance d'un parti-pris anti-juif de la part de certains groupes nationalistes russes.

Le patriotisme de Salmolvine est fortement circonscrit par un antisémitisme malveillant, qui n'hésite pas à recourir au mensonge pour inculquer la haine des Juifs. Bien qu'il soit difficile de savoir quel est son impact sur les lecteurs de cette « Lettre », il ne fait pas de doute qu'une certaine partie de la société russe est sensible aux arguments erronés de Salmolvine et adopte, de manière irrationnelle, cette aversion pour le sionisme comme solution à tous les problèmes de la Russie.

On peut remarquer que la majorité des éléments nationalistes russes à orientation antisémite sont

fortement imprégnés de chauvinisme. Ces deux sentiments ont des racines communes ; on y découvre une peur spirituelle pathologique symptôme d'une sorte de paranoïa collective, sur laquelle les arguments logiques n'ont aucune prise. En un mot, il s'agit de xénophobie.

Il est certain que le nationalisme russe a le droit d'exister au même titre que le nationalisme ukrainien, arménien ou juif. Malheureusement, ce nationalisme-là a été utilisé aux fins de colonisation et d'expansion, et à l'heure actuelle il s'étend au monde entier. Cependant, comme il arrive à tout mouvement national, et plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'un peuple auquel on fait croire que c'est lui qui gouverne l'empire, le nationalisme russe est menacé par le cancer chauviniste. Espérons que les Sakharov et Soljénitsyne agiront comme des anticorps.

A présent, examinons brièvement comment le problème des nationalités est présenté dans quelques revues du samizdat. Prenons, par exemple « Continent » qui, dès son premier numéro, énonçait ses principes fondamentaux composés d'idéalisme religieux, d'opposition au totalitarisme, de non appartenance à un parti et d'esprit démocratique.

Dans les numéros suivants, la rédaction et des représentants de la « troisième émigration » (15) précisaient davantage la position de « Continent » : celui-ci semblait fermement partisan d'accorder une place égale à tous les mouvements nationaux ; par exemple, le mouvement polonais (article de J. Mieroszewski, dans le n° 4), le mouvement ukrainien (article de I. Kochelivetz dans le n° 5 et un essai de V. Moroz dans le n° 3). Dans l'éditorial présentant l'article de Mieroszewski, on peut lire : « Quant au problème de l'U.L.B.

---

(15) La troisième émigration signifie l'émigration récente de dissidents russes soviétiques (par opposition à la première émigration qui eut lieu en 1917 et années suivantes, et à la deuxième qui suivit la deuxième guerre mondiale).

(Ukraine, Lithuanie, Biélorussie), nous avons toujours déclaré et déclarons à nouveau que la reconnaissance du droit sacré de chacun de ces peuples à l'autodétermination, sans ingérence de la part de qui que ce soit, est un des principes fondamentaux de notre journal ». Dans l'article de Kochelivetz, on pouvait lire : « Aidons-nous mutuellement et nous n'aurons plus à chercher de nouvelles relations ».

La position de « Continent » sur le problème des nationalités semblait être donc clair et diffère en cela de celle de « Vetché ». On n'y trouve pas non plus trace de racisme, contrairement, par exemple, à l'essai de Gennadiy Schimanov « Parole d'une nation », publié dans le samizdat, et qui demandait que l'on mette fin à « l'hybridation désordonnée », c'est-à-dire aux mariages mixtes ! Cette position, condamnée par Soljénitsyne, estime que l'appartenance au peuple russe est uniquement une question de sang. On la rencontre également dans « Vetché », où T. Novikov fait remarquer que, de ce point de vue, Pasternak et Mandelstam (16) ne sont pas des écrivains russes.

Le rédacteur-en-chef de « Continent », l'écrivain Vladimir Maximov, déclarait lors d'une interview au mensuel ukrainien « Suchasnist » : « Pour moi, un démocrate russe, une Ukraine indépendante fera l'objet d'une manifestation de joie égale à celle de tous les Ukrainiens ». Et plus loin : « Nous condamnons la politique de russification de notre pays (en Ukraine et ailleurs) ». Maksimov demande à ce que cessent les règlements de comptes, en ces termes : « Nous nourrissons un grand nombre de prétentions vis-à-vis d'autres peuples, d'autres en nourrissent envers nous ; c'est ainsi que nous nous enlisons dans des règlements de comptes à l'échelle mondiale. A mon avis, il faut dépasser cet état d'esprit et parvenir à l'unité et la coo-

---

(16) Pasternak et Mandelstam, écrivains russes, tous deux d'origine juive.

pération. Pour ce faire, il faut d'abord que chacun de nous, quelle que soit sa situation — qu'il dirige un journal, qu'il s'occupe de science, de littérature ou de politique — doit proclamer le principe d'autodétermination pour chaque peuple, et, partant de ce principe, créer une solidarité en oubliant les comptes à régler, anciens ou nouveaux ».

Dans son n° 5 « Continent » a publié un article rédigé par sept exilés de fraîche date (avec une appendice de Sakharov), à l'occasion de la commémoration du troisième partage de la Pologne, considéré, selon l'article, comme l'un des plus grands crimes commis en ce XX<sup>e</sup> siècle.

D'après les exemples ci-dessus, la position de « Continent » sur le problème des nationalités laissait augurer d'un avenir plein de promesses pour le développement des relations entre les différents mouvements nationaux. Malheureusement, des controverses se sont élevées entre le journal et les représentants des mouvements polonais et ukrainiens : « Continent » estime que le principal but à poursuivre actuellement est de construire des ponts pour relier les différents mouvements nationaux, tandis que les démocrates polonais et ukrainiens pensent qu'avant de s'unifier avec le mouvement démocrate russe, celui-ci doit se désolidariser sans réserve des injustices dont se rendent coupables les impérialistes russes et russo-soviétiques.

Un journaliste ukrainien, Myroslav Prokop, se référant à l'article rédigé par les sept exilés, écrivait dans le n° 12 de « Suchanist » (1975) : « Le problème est le suivant : Peut-être sommes-nous effectivement à la veille d'un changement de politique russe, susceptible de conduire à des relations nouvelles entre les peuples russe et non russes ; mais il se peut aussi que ces déclarations ne soient qu'un expédient, un document lancé non pour chercher une nouvelle base de relations avec les peuples non russes, réduits à l'esclavage par Moscou ;

peut-être n'est-ce qu'une autre tactique pour gagner du temps ».

Une question se pose tout naturellement : pourquoi M. Prokop montre-t-il tant de méfiance en commentant cet article ? (Cette attitude est d'ailleurs typique des représentants des mouvements démocratiques nationaux). En voici la raison : Il existe une méfiance traditionnelle au sujet des déclarations émanant des mouvements russes, méfiance basée sur une longue et amère expérience. (Lénine aussi a « combattu » pour l' « auto-détermination des peuples »). Cette méfiance est sans cesse renforcée par les activités de « Vetché », de Samolvine et de leurs semblables. Malheureusement, certains arguments de « Continent » peuvent aussi faire naître de la suspicion de la part des démocrates non russes. Dans un commentaire concernant l'article de Mieroszewski, « Continent » faisait valoir la différence qui existe entre l'impérialisme russe et l'impérialisme soviétique (pratiquement inexistant, à notre avis). En s'efforçant de démontrer l'essence non russe de l'impérialisme soviétique, « Continent » parle ainsi de la guerre russo-polonaise de 1920 : « ... des troupes multinationales étaient sous les ordres du Russe Toukhachevsky, du Géorgien Staline, du Hongrois Bela Kun, de l'Arménien Gaï, du Kalmouk Oka Gorodovikov, du Juif Yakir ; au-dessus d'eux il y avait le Russe Lénine, les Polonais Dzerjinsky et Marchlevsky et les Juifs Trotsky, Kamenev et Zinoviev ». Selon cette logique, la conquête, par exemple, des territoires où vivaient les Ouzbeks, au siècle dernier, n'aurait pas été imputable à l'impérialisme russe, puisque les troupes russes étaient sous les ordres du général Kaufmann. Ou bien encore, la guerre de 1812 n'aurait pas été une guerre « patriotique » tant que Barclay-de-Tolly en était le commandant en chef, mais elle serait devenue patriotique lorsque Koutouzov en prit le commandement (et encore, en partie seulement, car les généraux qu'il commandait étaient allemands). Pour « Continent », Odessa serait-elle une

ville française puisque le duc de Richelieu et le général de Ribas dirigèrent sa construction ? (17) De même, pourquoi ne pas exclure de la liste des écrivains russes, par exemple, Vassily Joukovsky, dont la mère était turque, ou bien Pouchkine et Lermontov, dont l'un avait du sang africain et l'autre du sang écossais ? Quant à Zinoviev et Kamenev, étaient-ils sionnistes ?

Parce que nous sommes entièrement d'accord avec « Continent » lorsqu'il souhaite l'unification des forces opposées au totalitarisme, nous estimons qu'il devrait montrer une plus grande compréhension envers la souffrance et les blessures des démocrates non russes. Le plus urgent actuellement serait de dénoncer franchement ce que « Continent » appelle les « obscénités » des colonialistes, du comité central jusqu'à « Vetché ».

Au fond, l'unification des forces opposées au totalitarisme — ce qui est aussi le but de « Vetché » — dépend probablement de la partie russe. Au lieu de perdre leur temps à calculer le pourcentage d'Ukrainiens se trouvant parmi les dirigeants de Moscou, les activistes du mouvement russe contre le totalitarisme feraient mieux de se joindre à ceux qui œuvrent dans le même but et qui, grâce à Dieu, ne sont pas les « premiers parmi les égaux » (\*). Alors, l'unification tant désirée ne rencontrerait peut-être plus d'opposition de la part des mouvements nationaux non russes.

Ces réflexions sont nécessairement incomplètes. Il y a de nombreux courants de pensées indépendants en Russie, dont on ne sait rien ou presque rien. Les représentants de certains groupes n'ont pas fait savoir leur position sur le problème des nationalités. Ce que nous voyons actuellement n'est que la partie supérieure de l'iceberg : la plus grande partie est encore invisible.

---

(17) Tous deux, émigrés en Russie, étaient au service du gouvernement russe. Leurs noms furent donnés aux deux principales forteresses d'Odessa, en récompense des services rendus.

(\*) Terme officiel en U.R.S.S. pour désigner le peuple russe.

**Par ailleurs, il est inévitable que dans le mouvement national russe qui, paraît-il, progresse après une léthargie de cinquante ans, des divergences se fassent sentir. La question qui se pose est celle-ci : quelle direction prendra-t-il ? Cette question est primordiale, et pas pour les Russes seulement. L'unification des forces du mouvement national russe contre le totalitarisme et des autres peuples de l'empire et ceux d'Europe de l'Est donnerait l'impulsion nécessaire pour la libération non sanglante de cette partie du monde vivant sous le joug communiste. Le mouvement national russe rejettera-t-il les Samolvine, ou tombera-t-il sous leur coupe ? Dans ce dernier cas, ce serait un grand malheur pour tous les peuples en cause.**

**(fin)**

**Mark PERAKH.**

**Traduit de l'anglais par G. Milleret.**

---

**DISCORDANCES IDEOLOGIQUES DANS  
« TARASS BOULBA » DE GOGOL**

par Wassyl SIRSKYI

(1)

Dans la préface aux *Nouvelles ukrainiennes* de Gogol (\*), Hubert Juin écrit : « ... si l'on demande à un Russe qui sont les plus grands écrivains nationaux, il répondra dans un même souffle : Pouchkine et Gogol. J'entends bien qu'ils ont l'un et l'autre (et le second plus encore que le premier) créé le langage russe, et donné ainsi un visage, une vérité, une unité, un esprit à leur peuple ».

Or, Nicolas Gogol (1809-1852) n'était pas Russe, il était Ukrainien. Mais à son époque, écrire en ukrainien (ou petit-russien, comme on disait avec mépris) signifiait rester un écrivain provincial. Il a donc écrit en russe, devenant ainsi un des meilleurs écrivains de cette langue.

Son véritable nom est Mykola Hohol. Mais comme le russe ne connaît pas le h aspiré, qui est lu comme g, ce nom est prononcé en russe Gogol. C'est sous cette forme russifiée qu'il est connu du public français. N.D.L.R.

Nous nous proposons d'étudier ici la manière dont Nicolas Gogol traite les trois importantes valeurs qui ont imprégné la société cosaque zaporogue, telles qu'il les présente dans les deux versions de *Tarass Boulba* ; ce sont la fidélité à la confrérie (chevalerie) cosaque, la fidélité à la foi orthodoxe et la fidélité à la patrie cosaque.

Dans la première version de *Tarass Boulba*, publiée en 1835 dans le recueil intitulé *Mirgorod*, ces trois valeurs fondamentales se trouvent réunies et communiquées au lecteur. Les épisodes historiques décrits dans le roman se rapportent à la situation politique de l'Ukraine au cours de la période d'avant Khmelnytskyi. La seconde version de *Tarass Boulba* a été publiée en 1842,

---

(\*) Le Livre de Poche, Gallimard, 1969, p. 9-10.

année où Gogol décida de revenir de Rome où il s'était réfugié à la suite de la clameur provoquée par sa satire *Revizor*. La seconde version témoigne de l'évidente sympathie de Gogol pour l'orthodoxe militante russe et pour la grandeur impériale russe ; une grande partie de l'esprit ukrainien disparaît alors de l'œuvre. La partie historique a également changé. Ces idées nouvelles que Gogol a incorporées dans le cadre idéologique du slavophilisme russe ne peuvent s'appliquer qu'à la période qui a suivi le fatal traité de Pereyaslav, signé entre l'Ukraine et la Russie en 1654 ; autrement, la mention du tsar russe dans le roman n'aurait pas de sens.

Dans la seconde version de *Tarass Boulba*, l'introduction de concepts idéologiques affecte de manière très nette la notion de fidélité à la confrérie cosaque. Dans la version originale de *Tarass Boulba* (1835), Gogol montre avec précision que l'Ukraine est le berceau de la société cosaque, qui avait pour mission de défendre son pays contre les Polonais, les Turcs et les Tartars. Dans le paragraphe correspondant de la deuxième version, le nom de l'Ukraine a été remplacé par celui de « youjnaya pervobytnaya Rossiya » (Russie méridionale primitive) (p. 66) (1). De même, la confrérie cosaque n'émane plus du besoin du peuple ukrainien de se défendre pour assurer sa survie ; à présent, elle émane de l'ancien esprit slave qui sera bientôt assimilé à la puissance russe et qui ne se contente pas de défendre son propre pays, mais assume la responsabilité de défendre l'Europe entière :

*« C'était (Boulba) un de ces personnages qui ne pouvaient être sortis que du sévère XV<sup>e</sup> siècle, dans un coin de l'Europe à demi-nomade, alors que toute la Russie primitive, désertée par ses princes, était rava-*

---

(1) Toutes citations de la deuxième version de *Tarass Boulba* sont tirées du vol. II des « Sotchineniya » de Gogol (1842).

*gée... qu'une flamme guerrière s'alluma dans l'esprit pacifique slave et engendra le royaume cosaque, ex-croissance turbulente de la nature russe...*

*« C'était une manifestation formidable de la puissance russe... »*

*« Comme nous l'a enseigné l'histoire, c'est leur lutte continuelle et leur esprit aventureux qui a sauvé l'Europe... » (p. 66-69).*

En ajoutant ces quelques expressions (« esprit slave », « nature russe », « puissance russe ») Gogol a complètement russifié ce passage par rapport à la première version de *Tarass Boulba* :

*« C'était un de ces personnages qui ne pouvaient être sortis que du sévère XV<sup>e</sup> siècle, dans un coin d'Europe à demi-nomade... qui englobait aussi l'Ukraine. La nécessité perpétuelle de défendre les frontières contre trois nations différentes inspirait ses fils, épris de liberté, et affermissait leur esprit intrépide » (2).*

Dans ce passage, Gogol exposait clairement le lieu et l'esprit de l'époque où il se situait ; il expliquait la cause historique qui avait donné naissance à la société cosaque.

Dans la version de 1842, la description de la Sitch (campement des Cosaques zaporogues) et de la réaction des fils de Boulba, Andreï et Ostap, lorsqu'ils virent pour la première fois la forteresse zaporogue, est identique à celle de la première version de *Tarass Boulba* : *« Voilà donc la Sitch ! Voilà le lieu d'où la liberté se répand sur toute l'Ukraine » (p. 96-97)*. Mais dans sa description de la scène de Doubno, où les Cosaques sont réunis pour décider s'ils doivent continuer le siège de la ville ou poursuivre les Tatares, Gogol insère malen-

---

(2) N.V. Gogol, « Mirgorod » (St-Petersbourg, 1835), p. 68, cité ci-après sous le nom de « Mirgorod ».

contreusement l'adjectif « russe », qui ne convient pas du tout dans le contexte du discours de Boulba :

*« Vous semblez souhaiter que nous nous élevions contre la première et la plus sacrée des lois de la camaraderie, abandonnant nos frères pour qu'ils soient écorchés vifs ou dépecés et promenés à travers les villes et les villages, comme cela est arrivé à l'hetman et aux meilleurs chevaliers russes (\*) en Ukraine » (p. 212).*

Le discours que le colonel Boulba tient aux Cosaques de son régiment après le départ de Kochovyï, qui a quitté Doubno avec le gros de la troupe cosaque, montre maintenant la foi soudaine de Boulba dans les vertus particulières de la fraternité russe :

*« Il y a eu des camarades dans d'autres pays, mais jamais de la qualité de ceux qui sont en Russie... pour aimer comme un cœur russe sait aimer... Par conséquent, faites-leur savoir ce que signifie l'amitié en Russie » (p. 229-231).*

Le colonel Boulba semble s'adresser aux membres d'un club slovophile plutôt qu'à un régiment de cosaques zaporogues. Ce sermon est bien différent de son discours dans la première version de *Tarass Boulba* ; là, le colonel Boulba s'adresse à ses cosaques en faisant appel à des idéaux tels que l'honneur zaporogue, la Sitch zaporogue et la foi chrétienne :

*« Et buvons à la Sitch, qu'elle se dresse longtemps encore pour la ruine de tous les infidèles, qu'elle envoie chaque année de vaillants guerriers, meilleurs et*

---

(\*) Ici et plus loin les termes « Russes », « Russie » n'ont de sens que si on les comprend comme désignant les Roussènes (Ruthènes), donc les Ukrainiens et l'Ukraine, qui, d'ailleurs, ne faisait pas partie de la Russie à l'époque de Boulba. N.D.L.R.

*plus beaux que les précédents... A la foi ! A la Sitch ! A notre gloire et à tous les chrétiens ! » (3).*

Dans le dernier chapitre de *Tarass Boulba*, toute l'Ukraine est en marche pour défendre sa liberté contre les Polonais. Cent vingt mille cosaques sont partis contre l'ennemi, conduits par les hetmans Ostrianytsia et Hounia. La description détaillée de l'organisation de l'armée cosaque, le nom des deux chefs ukrainiens, et enfin l'énumération des noms de lieux ukrainiens où furent recrutés les Cosaques, tout montre, sans erreur possible, que l'auteur parle de l'Ukraine et d'événements historiques auxquels ont participé des Cosaques zaporogues :

*« Une armée cosaque, forte de cent vingt mille hommes, apparut aux frontières de l'Ukraine. L'hetman Ostrianytsia, jeune mais au cœur vaillant, conduisait l'innombrable armée cosaque. Son vieux frère d'armes et conseiller, Hounia, était à ses côtés. Deux osaouls généraux et un porteur d'étendard chevauchaient derrière l'hetman... Les cosaques étaient venus de partout : de Tchyhyryn et de Pereyaslav, de Batouryn et de Hloukhiv, de l'amont et de l'aval du Dniepr... » (p. 290-291)*

Mais tout à coup le colonel semble oublier qui il est ; tandis qu'il est sur le point d'être exécuté par les Polonais, il prêche une doctrine très XIX<sup>e</sup> siècle sur les succès futurs de l'orthodoxie russe, et il prédit l'invincibilité du tsar et de la puissance russe :

*« Attendez ! Un jour viendra où vous saurez ce qu'est la foi orthodoxe russe ! Déjà, tous les peuples la redoutent... Un tsar naîtra sur le sol russe et aucun pouvoir sur terre ne résistera à la puissance russe » (p. 302).*

---

(3) « Mirogod », p. 163-165.

Dans la seconde version de *Tarass Boulba*, Gogol a aussi apporté d'importants changements à la notion de fidélité à la foi orthodoxe et à la défense de cette foi contre les Polonais. Dans la première version, l'expression « foi orthodoxe », sans l'addition d'autre adjectif, signifiait simplement la foi ukrainienne, et la défense de cette foi par les Zaporogues s'insérait tout naturellement dans le contexte général du plan ukrainien. Tandis que dans la seconde version, à un certain passage, Gogol utilise une expression nouvelle : la foi orthodoxe russe. L'emploi de ce nouveau terme engendre la confusion : historiquement, elle n'est pas justifiée parce que l'Eglise orthodoxe ukrainienne a été indépendante de l'Eglise orthodoxe russe jusqu'en 1685 (4), donc bien au-delà de l'époque où se situe *Tarass Boulba*.

Au début de la seconde version de son roman, Gogol donne à entendre très clairement que la fidélité à la foi orthodoxe est liée à l'Ukraine, non à la Russie, et l'époque est décrite comme étant celle « ... où l'Ukraine livrait ses premières batailles contre l'union à Rome » (p. 62). Mais tout à la fin de l'ouvrage, le colonel Boulba prédit un brillant avenir, cité ci-dessus, à la foi orthodoxe russe.

La notion de fidélité à la patrie cosaque a aussi subi des changements idéologiques. La nouvelle mission assignée par l'auteur à la société cosaque n'est plus la défense de son propre pays seulement, mais aussi celle de toute l'Europe : « *Comme nous l'a enseigné l'histoire, c'est leur lutte continuelle et leur esprit aventureux qui a sauvé l'Europe...* » (p. 67).

Lorsqu'il décrit un combat entre le régiment de Boulba et les armées polonaises, Gogol prend la peine de donner le nom des héros cosaques, qui sont morts en braves. Mais juste avant de rendre le dernier soupir, ceux-ci — qui portent tous des noms ukrainiens (Chylo,

---

(4) M. Hrushevsky, *A History of Ukraine* (New Haven, 1941), p. 343.

Balabane, Bovdiouh, Koukoubenko) — glorifient l'invincibilité de la terre russe :

*« Bovdiouh était déjà tombé de sa charrette ; une balle l'avait frappé juste au-dessous du cœur ; mais dans son dernier souffle le vieux Cosaque dit : « Que la terre russe soit à jamais glorieuse ! » Balabane, l'otaman de kourine, s'effondra en disant : « Que notre terre russe prospère à jamais ! » A son tour, Koukoubenko jeta un regard autour de lui et dit : « Je rends grâce à Dieu, mes amis, de ce que je meurs parmi vous. Que notre terre russe, bien-aimée du Christ, soit toujours florissante ! » (p. 241-243).*

Dans la première version de *Tarass Boulba*, au moment où il va être exécuté par les Polonais, le protagoniste charge ses Cosaques de venger sa mort à la première occasion : *« Adieu, camarades ! Souvenez-vous de moi et revenz ici au printemps prochain pour une autre glorieuse campagne ! »* (5). Dans la deuxième version, un colonel Boulba abject, qui a perdu la foi dans la cause ukrainienne et dans la valeur militaire des Cosaques, voue obéissance au tsar russe, dont les régiments victorieux inscriront une nouvelle page glorieuse dans les annales de la terre russe : *« ... et la terre russe donnera naissance à un tsar, et aucune puissance sur terre ne lui résistera ! »* (p. 302).

(à suivre)

Wassyl SIRSKYI.

---

## CHRONIQUE

### UN COMITE POUR PROMOUVOIR LES RELATIONS JUDEO-UKRAINIENNES

Un Comité pour promouvoir les relations entre Juifs et Ukrainiens a été créé à Jérusalem, en Israël, par de jeunes activistes juifs récemment émigrés d'Ukraine soviétique. Nous publions ci-après la traduction du communiqué paru dans la presse ukrainienne en émigration. N.D.L.R.

#### Exposé des principes

Le Comité public pour la coopération judéo-ukrainienne s'est fixé pour buts : une meilleur compréhension entre Juifs et Ukrainiens, une collaboration dans la lutte pour les droits de l'homme, un soutien mutuel dans les activités pour la libération nationale de nos peuples, des contacts culturels et humains, une défense commune des persécutés du fait de leurs convictions nationales, religieuses ou démocratiques. Les buts fixés par le Comité public se résument donc principalement à vouloir surmonter l'éloignement qui sépare depuis longtemps les deux peuples.

Le Comité regroupe les anciens habitants de l'Ukraine et toutes les personnes qui ne sont pas satisfaites de l'état actuel des relations judéo-ukrainiennes.

Les activités du Comité public sont basées sur les principes suivants :

1. Reconnaissance absolue et inconditionnelle du droit des nations ukrainienne et juive à l'indépendance dans la limite de leurs frontières historiques.

2. La lutte héroïque, vieille de plusieurs siècles, du peuple ukrainien pour son indépendance nationale, est une lutte juste et légale. Le Comité soutient le mouvement de libération nationale du peuple ukrainin et lui apporte sa coopération dans la mesure de ses possibilités. Le Comité est persuadé que les aspirations nationales du peuple juif sont soutenues à la fois par les Ukrainiens d'Ukraine et par ceux de la diaspora.

3. Le Comité rejette catégoriquement toutes manifestations basées sur une idéologie totalitaire et chauviniste, sous quelque forme que ce soit.

4. Le Comité soutient inconditionnellement les mouvements nationaux, les mouvements religieux et les mouvements d'opposition agissant sur le territoire des pays du bloc communiste et dans les Etats sous influence du communisme (son idéologie et sa pratique).

5. Le Comité désire mettre en place un large échange culturel, et faire tout ce qu'il peut pour qu'un tel échange et la connaissance réciproque de l'héritage et des richesses culturelles actuelles des deux peuples deviennent réalité.

6. L'une des activités principales du Comité sera le soutien de la communauté juive en Ukraine, l'aide aux personnes qui veulent émigrer en Israël, le soutien aux personnes arrêtées pour leurs activités sionistes, et la lutte contre la judéophobie imposée officiellement.

Le Comité public pour une coopération judéo-ukrainienne, en Israël, est une organisation bénévole, sans lien avec aucun parti politique. Le bureau d'organisation du Comité est élu par l'assemblée générale des membres.

Les documents relatifs au programme, la composition du comité directeur, les cotisations sont du ressort de l'assemblée générale.

Les ressources du Comité sont constituées par des cotisations des membres, des recettes provenant des publications et des dons privés. Les contributions provenant des milieux gouvernementaux, politiques ou engagés ne sont pas acceptées.

En vue de réaliser les buts et tâches énumérés ci-dessus, le travail du Comité prendra la forme suivante : symposiums, conférences et discussions ayant trait à la littérature et à l'art juif ukrainien, à la vie politique et sociale de nos deux peuples et à leur histoire ; publication de bulletins exposant les travaux du Comité, les activités des communautés juive et ukrainienne dans

différents pays ; rencontres avec des Ukrainiens en visite en Israël ; échanges de visites en vue de renforcer la compréhension mutuelle ; diffusion d'informations sur les répressions infligées aux Ukrainiens et aux Juifs ; compilation d'ouvrages scientifiques, journalistiques et littéraires concernant le problème des relations judéo-ukrainiennes ; création de bibliothèques d'ouvrages ukrainiens ; la lutte contre les diffamations des organisations et mouvements de libération nationale juifs et ukrainiens.

Le Comité s'efforcera d'étendre ses activités et de créer une vaste association de coopération judéo-ukrainienne.

Le Comité public demande aux habitants d'Israël et à la diaspora juive de soutenir ses activités.

Signataires : Alexander Vernik, Yakov Vilensky, Arié Voudka, Chimon Ginzbourg, Chlomo Dreizner, Golda Eline, Israël Kleiner, Edward Kouzetsov, Larissa Martylevitch, Youri Miloslavsky, Leonid Natkovitch, Reiza Palatnik, Boris Penson, Alexander Slipine, Yakov Souslensky, Alexander Feldman, Moché Fishbein, Arié Khnokh, Genrikh Chakhnovitch, Dora Chtourman, Alexander Yampolsky.

N.B. — Le Comité pour la coopération judéo-ukrainienne a publié le premier numéro de son journal « Contact ». Celui-ci comporte des articles en ukrainien, en russe, en hébreu et en anglais, destinés à faire connaître l'état actuel des relations judéo-ukrainiennes. Quatre numéros de « Contact » sont prévu par an, et les numéros à venir seront publiés selon deux variantes : ukrainien-anglais et hébreu-russe. Le prix de l'abonnement est de 12 dollars par an, à souscrire à l'adresse suivante: « Contact », P.O. Box 3006, Beit-Hakerem, Jérusalem, Israël.

---

## LIVRES

Hélène Carrère d'Encausse : **Le pouvoir confisqué.** Gouvernants et gouvernés en URSS. Flammarion. Paris 1980. 329 pages.

L'auteur explique que le pouvoir en URSS appartient non pas au peuple, mais au parti communiste. Ce-

lui-ci a confisqué le pouvoir du peuple et instauré sa propre dictature sur lui : d'abord la dictature sanglante de Staline, puis la dictature bureaucratique d'un parti unique. Le « brejnevisme », qui dure depuis près de vingt ans, perpétue la confiscation du pouvoir par le parti. Cependant, il existe des forces qui tentent de remettre en question cette situation. Mais les contraintes et l'influence du pouvoir sont grandes. L'armée prend une place croissante dans la société, participe toujours plus au façonnement des mentalités et pénètre des secteurs toujours plus étendus de la vie civile. Le contrôle du parti est énorme et la prééminence de la hiérarchie du parti sur tous les appareils de l'Etat est clairement démontrée. Le pouvoir reste aux mains d'un groupe dirigeant cohérent, qui est le véritable propriétaire de l'Etat. Cette classe dirigeante s'autorecrute et se perpétue. Alors qu'elle est incapable de s'adapter à la réalité sociale et reste fermée à tout changement, la société, elle, a changé. D'où la possibilité de tensions.

L'ouvrage est utile. Les listes des dirigeants, en annexe, aident à s'orienter dans les instances et les fonctions.

Cependant, la distinction entre la « dictature sanglante de Staline » et la « dictature bureaucratique d'un parti unique » est illusoire : il s'agit de la même dictature du parti tout entier, sanglante sous Lénine et Staline, bureaucratique après la mort de Staline.

En ce qui concerne le parti, l'auteur note que « toutes les républiques nationales (sauf la Russie puisqu'elle n'a pas de Parti communiste propre) ont droit à un siège plein au Comité central pour les premiers secrétaires » (p. 75). Il s'agit d'un malentendu, car la Russie a bel et bien son parti communiste : le *Parti communiste de l'Union soviétique*. Il fut fondé en 1898 sous le nom de *Parti ouvrier social-démocrate russe*. Après la conférence de Prague (1912), il commença à utiliser officiellement le nom de *Parti ouvrier social-démocrate russe (des bolcheviks)* et c'est sous ce nom qu'il s'est

réuni en mai 1917 à Pétrograd (VII<sup>e</sup> conférence). En mai 1918 (VII<sup>e</sup> Congrès), sur la proposition de Lénine, le parti décida de s'appeler dorénavant : *Parti communiste (bolchevique) de Russie*. En décembre 1925, le XIV<sup>e</sup> congrès décida de rebaptiser le parti en *Parti communiste (bolchevique) de toute l'Union soviétique*. Il portera ce nom jusqu'en 1952, quand le XIX<sup>e</sup> congrès le rebaptisera en *Parti communiste de l'Union soviétique*.

Malgré ces changements de nom, le parti n'a pas changé en ce qui concerne son essence : *c'est toujours un parti communiste russe*. Les organisations du parti dans les républiques nationales ne sont que des unités administratives qui font partie intégrante du parti russe. C'est ce parti communiste russe qui a confisqué le pouvoir au peuple et l'indépendance aux nations non russes de l'URSS.

L'auteur affirme en outre que dans l'ensemble de l'URSS, « *quatre républiques se détachent, la Russie (RSFSR), l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie. En raison de leur taille, elles sont subdivisées en régions, républiques autonomes ou territoires* » (p. 102). C'est absolument faux. On n'a pas le droit de confondre et de mélanger la division politique de l'URSS en républiques nationales, la division politico-administrative de celles-ci en républiques, régions et territoires autonomes, avec la division purement administrative des républiques nationales en régions (oblast). Cinq républiques nationales ont des républiques, régions ou territoires autonomes. Ni l'Ukraine, ni la Biélorussie, ni le Kazakhstan, n'ont de républiques ou régions autonomes. En revanche, la petite Géorgie en a trois. Huit républiques nationales (sur 15) sont divisées administrativement en oblast, à cause de leur étendue.

---

## TABLE DES MATIERES

N° 163 à 174  
(Janvier 1979 - Décembre 1980)

### LA VOIX DES OPPOSANTS

#### URSS

Des prisonniers politiques dénoncent le colonialisme russe . . . . .	166	1
Ivan Chovkovyi : « Le communisme est inévitable en France » . . . . .	167	16
Malva Landa : « Fascisme et communisme sont deux idéologies semblables » . . . . .	171	27
La vie des catholiques en URSS après l'élection du Saint Père Jean-Paul II (1) . .	167	11
Ibid. (2) . . . . .	168	1
Ibid. (3) . . . . .	170	6

#### Arménie

Solidarité ukraino-arménienne . . . . .	163	3
Nouvelles d'Arménie . . . . .	170	1
Razmik Zagrabian : La liberté (récit) . . . .	170	3

#### Lithuanie

Les citoyens lithuaniens et la nouvelle Constitution de la RSS de Lituanie . . . .	166	14
Lettre à l'UNESCO au sujet des droits des enfants . . . . .	173	9
La vie des catholiques après l'élection de Jean-Paul II (voir URSS)		

#### Pays baltes

Lettre des opposants baltes . . . . .	174	5
---------------------------------------	-----	---

#### Pologne

Documents des opposants polonais . . . . .	171	20
Plaidoirie de Mirosław Chojecki . . . . .	173	1
Déclaration de la Ligue polonaise pour l'indépendance . . . . .	174	1

#### Ukraine

Le Groupe ukrainien a essayé d'obtenir sa reconnaissance officielle . . . . .	163	1
---	-----	---

Solidarité ukraino-arménienne . . . . .	163	3
« Liberté pour Lev Loukianenko ! » . . . . .	164	1
Valentyn Moroz sur le concept de nation . .	164	5
Un Ukrainien parle de la russification . .	166	21

## ACTUALITE

### **Droits de l'homme**

P. Grigorenko : Déclaration sur la violation des droits de l'homme en Ukraine . .	165	14
Violation des droits de l'homme en Pologne . .	165	17
Un compositeur torturé à mort en Ukraine . .	169	14
Harry Imas : A la mémoire de V. Ivassiouk . .	169	15
Une demande de décolonisation de l'Union so- viétique déposée à l'ONU . . . . .	170	11
Le tribunal Sakharov a refusé d'examiner le droit des nations . . . . .	170	16
Un homme passe sa 29 <sup>e</sup> année en prison . .	171	1
La situation des catholiques ukrainiens en Po- logne . . . . .	171	16
Question écrite au ministre des Affaires étran- gères au sujet de Y. Choukhevytch . . . .	172	27
O. Kovalenko : Lettre ouverte d'un marin so- viétique qui a choisi la liberté . . . . .	172	1
Mark Perakh : De Sakharov à Samolvine : les Russes et le problème des nationalités (1)	172	8
Ibid. (2) . . . . .	173	15
Ibid. (3, fin) . . . . .	174	8

### **Politique**

Troisième Congrès mondial des Ukrainiens libres . . . . .	163	22
Le film « Holocauste » est-il sans reproche ?	163	24
Stéphan Semeniouk : En regardant le film « Holocauste » . . . . .	164	8
Michel Zielyk : Les rapatriés de France en URSS . . . . .	164	15
Les Polonais et le film « Holocauste » . . . .	165	27
Valentyn Moroz : L'Occident peut et doit faire		

davantage pour l'Ukraine . . . . .	167	1
Igor Siniavine : La Russie et les nations oppri- més de l'URSS . . . . .	169	1
Peter Boldyrev : Des Russes pour l'abolition de l'empire . . . . .	169	5
La politique de russification en Ukraine . .	171	3
La lutte pour la liberté en Pologne . . . . .	171	11
A propos de l'invasion de l'Afghanistan . . .	171	8
Une question sans réponse aux Dossiers de l'écran . . . . .	172	28
Un appel de la résistance afghane . .	172	24
<b>Religion</b>		
Borys Martchenko : Mille ans de christianisme en Ukraine . . . . .	168	9
Père Werenfried Van Straaten : Le calvaire de l'Eglise catholique ukrainienne . . . . .	168	18
<b>Culture</b>		
L'instrument national ukrainien : la ban- doura . . . . .	168	28
Traditions pascales ukrainiennes . .	170	24

#### ETUDES

Dmytro Khabaïlo : Les Ukrainiens en Rou- manie . . . . .	163	5
Zenon Karpatiouk : Les Ukrainiens dans la Pologne actuelle (1) . . . . .	163	14
Ibid. (2) . . . . .	164	15
Ibid. (3) . . . . .	165	21
Ibid. (4, fin) . . . . .	166	25
Wassyl Sirskyi : Discordances idéologiques dans « Tarass Boulba » de Gogol (1) . .	174	17

#### HISTOIRE

Elie Borschak : Un enlèvement politique russe en 1716 . . . . .	165	1
W. Trembicky : Reconnaissance internationale et relations diplomatiques avec l'Etat ukrainien de 1917 à 1923 . . . . .	167	21

<b>Cinquante ans de l'Organisation des nationalistes ukrainiens</b> . . . . .	167	29
<b>Jean Verhun : Les Cosaques d'Ukraine au siège de Dunkerque en 1646</b> . . . . .	169	19
— <b>Les Scythes - ancêtres des Ukrainiens (A propos du livre de Lesur sur l'Ukraine)</b>	173	25

#### CHRONIQUE

<b>Rencontre du gén. Grigorenko avec les anciens combattants ukrainiens</b> . . . . .	164	30
<b>Valentyn Moroz libéré</b> . . . . .	165	30
<b>Une intéressante exposition à l'Abbaye de Jouarre</b> . . . . .	165	31
<b>Valentyn Moroz à Paris</b> . . . . .	166	1
<b>Symposium sur le mouvement ukrainien de libération à Montréal</b> . . . . .	171	30
<b>Les Ukrainiens de France associés à la commémoration de la victoire de 1945</b> . . . . .	172	25
<b>Un comité pour promouvoir les relations judéo-ukrainiennes</b> . . . . .	174	24

#### DOCUMENTS

<b>Pékin et l'annexion de l'Ukraine par la Russie</b>	172	30
---	-----	----

#### LIVRES

*L'Empire éclaté*, de Héléne Carrère d'Encausse (163, 30) ; *Ethnocide des Ukrainiens en U.R.S.S.* (163, 31) ; *Le XX<sup>e</sup> siècle en U.R.S.S.*, d'Yves Trotignon (164, 32) ; *The Annals of the Ukrainian Academy of Arts and Sciences in the U.S.* (166, 31) ; *Mittelilungen* (166, 31) ; *Moscou et le Vatican*, d'Ulisse Floridi, s.j. (166, 32) ; *Le monde du XX<sup>e</sup> siècle*, d'Yves Trotignon (168, 32) ; *Pour un printemps de Prague*, de Ludek Pachman (168, 32) ; *Les Japonais*, de J.-C. Caudry (168, 32) ; *Les enfants du Goulag*, de Sergiu Grossu (169, 31) ; *Voelker in Ketten* (169, 31) ; *La renaissance du mouvement ouvriers en Pologne* (169, 32) ; *L'alternative du diable*, de Frederick Forsyth (169, 32) ; *Chrétiens d'Ukraine* (170, 31) ; *German's Drive to the East and the Ukrainian Revolution, 1917-1918*, de Oleh S. Fedyshyn (170, 31) ; *Samizdat* (170, 32) ; *Listy* (170, 32) ; *Internationalisme ou russification ?*, d'Ivan Dziouba (171, 32) ; *Relations polono-ukrainiennes après 1945*, de Georges Mond (172, 31) ; *Revue des études sud-est européennes* (172, 31) ; *Publications de Instituts of Jewish Affairs* (172, 31) ; *Le pouvoir confisqué*, de Héléne Carrère d'Encausse (174, 26).

---

*Les articles que nous publions étant destinés à être diffusés le plus largement possible, leur reproduction est entièrement libre. Il n'est pas nécessaire de mentionner la source ni de demander notre autorisation. Mais nous serions reconnaissants à tous ceux qui utilisent nos textes de bien vouloir nous faire parvenir les publications justificatives.*

---

## **A B O N N E M E N T S**

(1 an)

### **France**

<b>Abonnement ordinaire</b> .. . . . . .	<b>50 F</b>
<b>Abonnement de soutien</b> .. . . . . .	<b>80 F</b>
<b>Etudiants</b> .. . . . . .	<b>35 F</b>

### **Etranger**

**Abonnement ordinaire** .. . . . . . **60 F**

Belgique : **450 F** - Canada et U.S.A. : **15 Dollars**

Les abonnements sont à souscrire à **L'Est Européen**,

**B. P. 51 - 75261 Paris Cedex 06**

**C.C.P. : La Source 30 754 04 W**

---

**CORRESPONDANCE :**

**L'EST EUROPEEN**

**B. P. 51-06**

**75261 Paris Cedex 06**

---

*L'Est Européen*, revue bimestrielle - Directeur : **C. MAZUR**

N° de la Commission paritaire des publications : **39.228**

